



HAL
open science

Inde : le Covid provoque une nouvelle vague de pauvreté

Christophe Jaffrelot, Hemal Thakker

► **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot, Hemal Thakker. Inde : le Covid provoque une nouvelle vague de pauvreté. Alternatives Economiques. Hors - série, 2021, 122, pp.50 - 51. hal-03090139

HAL Id: hal-03090139

<https://sciencespo.hal.science/hal-03090139>

Submitted on 8 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Inde : le Covid provoque une nouvelle vague de pauvreté

La pandémie, en privant les Indiens d'emploi, a fortement aggravé la pauvreté, notamment à la campagne. Pour y faire face, le gouvernement a mis en place une aide a minima.

La crise du Covid agit en Inde comme un révélateur (au sens de la photographie argentine) de tendances latentes, ou, pour les amateurs de métaphores venues de la physique, comme un accélérateur de particules. Elle a accentué l'autoritarisme du pouvoir et la stigmatisation des musulmans (14 % de la population) accusés de propager la maladie. Elle a aussi mis en évidence la fragilité des résultats qu'enregistrait le pays en matière de lutte contre la pauvreté. En 2019, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) indiquait que l'Inde avait réussi à sortir 271 millions de personnes de la pauvreté entre 2006 et 2016. Mais la même année, l'Insee indien, le National Sample Survey, indiquait, lui, que la part d'Indiens vivant sous le seuil de pauvreté avait recommencé à augmenter à cause de la paupérisation des campagnes (où vivent encore deux tiers du 1,4 milliard d'Indiens). Le Covid a amplifié ce processus d'une façon dramatique.

Migrants internes

L'économie indienne, déjà en net ralentissement depuis 2017, a été frappée de plein fouet par la pandémie. Le confinement, décidé le 24 mars, appliqué jusqu'au 31 mai au moins (car il a été suivi de mesures restrictives au plan local), a stoppé l'activité des usines et des transports. Il a mis au chômage plus de 120 millions de personnes (dont 91 millions de travailleurs journaliers du secteur informel) et a jeté sur les routes plus de la moitié des 40 millions de travailleurs migrants internes qui ont quitté les centres urbains où ils avaient trouvé à s'employer. Ces hommes et ces femmes n'ayant plus d'emploi ne pouvaient plus payer leur loyer. Ils ont donc regagné leur village comme ils ont pu – parfois à pied –, ramenant le virus avec eux dans certains cas. Ils ne sont pas retournés en ville en très grand nombre après le déconfinement. D'où un redoutable effet de ciseau : non seulement les villages ne reçoivent plus l'argent que ces travailleurs envoyaient, mais en plus il faut subvenir à leurs besoins.

L'Inde se trouve confrontée à une autre contradiction latente que la crise du Covid fait éclater au grand jour : l'économie rurale a été laissée à l'abandon par les gouvernements successifs. Depuis trois ou quatre décennies, ces derniers n'avaient d'yeux que pour ces symboles de modernité qu'étaient l'industrie et les services (notamment informatiques). Non seulement l'Etat n'a pas investi dans les infrastructures (routes, irrigation, etc.) et l'artisanat a stagné (17 % de l'économie rurale), mais le gouvernement a choisi depuis 2014 de rémunérer à vil prix le

travail des paysans. En payant les produits agricoles moins cher, l'Etat – qui administre les prix agricoles – a maintenu bas le coût du panier de la ménagère des classes moyennes des villes, bastions électoraux du BJP, le parti nationaliste hindou au pouvoir. Mais, ce faisant, il a fragilisé la situation économique de millions de ruraux, d'où le retour de la pauvreté enregistré en 2019.

La crise du Covid a accentué ce mouvement de manière considérable. Le Pnud estime que 260 millions seront retombés dans la pauvreté en 2020, soit presque autant que les 271 millions qui en étaient sortis entre 2006 et 2016. Ces 260 millions viennent des quelque 20 % d'Indiens qui se trouvaient juste au-dessus des 28 % considérés comme pauvres. Ce formidable retour en arrière pose au pays des défis considérables notamment en matière de malnutrition, surtout dans les Etats les moins développés comme l'Uttar Pradesh (d'où venaient 23 % des travailleurs migrants), le Bihar (où les envois de salaires de ces travailleurs représentaient 35 % du produit intérieur brut en 2019) et le Madhya Pradesh (où 36 % des habitants vivaient déjà sous le seuil de pauvreté).

Des aides pour les entreprises surtout

La réponse de l'Etat n'a pas été à la hauteur du défi, voire s'est traduite par des réformes de structure susceptibles d'aggraver les inégalités. Financièrement, le gouvernement s'est contenté de déboursier un demi-point de produit national brut (PNB) pour venir en aide aux pauvres pendant trois mois. Cela s'est traduit par un doublement des rations alimentaires réservées à ceux qui se trouvaient sous le seuil de pauvreté, par une allocation de 1 000 roupies (11,50 €) aux personnes âgées, aux handicapés et aux veuves, par l'octroi de 500 roupies par mois aux femmes possédant un compte bancaire réservé aux pauvres, par l'attribution d'une bonbonne de gaz aux mêmes personnes et par une allocation de 2 000 roupies aux paysans pauvres.

L'Etat a indiqué qu'il ne pouvait faire plus étant donné les contraintes budgétaires pesant sur lui, à cause du creusement du déficit lié au ralentissement économique, dont il était lui-même largement responsable. En effet, le ralentissement remonte à la démonétisation de 2016 par laquelle le Premier ministre Narendra Modi a fait brusquement retirer tous les billets de 500 et 1 000 roupies au nom de la lutte contre la corruption.

Le dispositif qui a rendu le plus de services aux pauvres des campagnes est paradoxalement l'héritage de son prédécesseur Manmohan Singh (2004-2014) que Modi a le plus dénigré : le Mahatma Gandhi National Rural Employment - Guarantee Act, qui garantit cent jours par an de rémunération au salaire minimum à toute famille rurale victime de chômage. Les demandes d'emploi effectuées dans ce cadre ont augmenté de 86 % et l'Etat s'est résigné à mettre la main à la poche pour y répondre, tout en stigmatisant un dispositif qui revenait, disait-on au

gouvernement, à entretenir les paysans dans l'assistanat. Un jugement conforme au parti pris de Modi suivant lequel l'aide aux pauvres est contre-productive car elle les détourne de l'esprit d'entreprise.

Cette approche du problème explique que son gouvernement ait prétendu lutter contre la pauvreté par une politique de l'offre et des réformes structurelles. Si les deux plans d'accompagnement de l'économie annoncés au printemps ne réservaient qu'un demi-point de PIB en faveur des pauvres, deux à trois fois plus d'argent était destiné aux entreprises. De telles mesures étaient pleinement justifiées dans le cas des PME, mais d'autres reflétaient un biais idéologique d'autant plus évident qu'elles ne pouvaient répondre à l'urgence de l'heure. Trois séries de réformes méritent d'être mentionnées : un vaste plan de privatisation des entreprises publiques (surtout destiné en fait à renflouer les caisses de l'Etat), une remise en cause du droit du travail privant les travailleurs de nombreuses protections (y compris en matière de durée légale du travail) et une libéralisation des marchés agricoles qui a suscité d'immenses manifestations de la part des paysans. Ceux-ci redoutant en particulier d'être soumis au diktat des grandes entreprises agroalimentaires.

Cette politique de l'offre contredit les avis de la plupart des économistes indiens qui recommandent des mesures de stimulation de la demande passant par des transferts directs d'argent liquide aux pauvres, un levier plus important pour faire redémarrer l'investissement que les prêts bonifiés offerts aux entreprises. Les mêmes économistes suggèrent d'introduire un impôt sur la fortune pour financer ce plan de relance – en vain. C'est que la crise du Covid est aussi révélatrice des a priori idéologiques et des stratégies des gouvernements en matière d'économie. En Inde, où Narendra Modi promeut depuis 2014 un capitalisme de connivence structurant l'économie autour de quelques oligarques, sa politique de l'offre et la réforme de l'agriculture visent à leur ouvrir de nouveaux horizons. Les pauvres attendront.